

**CONDITIONS
GÉNÉRALES DE VENTE
EN LIGNE**

LUNIISTORE

(Version applicable au 01 janvier 2022)

Les présentes conditions générales de vente (ci-après désignées les « **CGV** ») sont proposées par Lunii (ci-après désigné la « **Société** »), société par actions simplifiée au capital de 11 415 euros, dont le siège social est sis 166 boulevard Voltaire, 75011, Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 802 801 472 et représentée par Madame Maëlle Chassard, en sa qualité de président.

La Société est propriétaire et éditeur de l'application ordinateur Luniistore (ci-après désignés la « **Plateforme** »).

La Plateforme est éditée par la Société. Elle est hébergée par Salesforce.com, inc. une société du Delaware, dont le siège social est situé à The Landmark @ One Market, Suite 300, San Francisco, California 94105, Etats-Unis d'Amérique.

La directrice de la publication est Madame Maëlle Chassard.

Les présentes Conditions Générales de Vente définissent le cadre légal des relations s'établissant entre la Société et ses clients (ci-après dénommés les « **Clients** »). La Société et le Client étant également ci-après dénommées conjointement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

Avant toute utilisation de la Plateforme, le Client doit s'assurer qu'il dispose des moyens techniques et informatiques lui permettant d'accéder et d'utiliser de manière sécurisée la Plateforme et de commander les produits proposés par la Société via la Plateforme. Le client doit également s'assurer que la configuration informatique de son matériel/équipement est en bon état et ne contient pas de virus.

Il est possible de contacter la Société à l'adresse indiquée en tête des présentes, ou encore en utilisant le formulaire de contact à l'adresse suivante <https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>

ARTICLE 1 : APPLICATION ET OPPOSABILITE DES CGV

La Société développe une application ordinateur proposant la vente d'histoires audio téléchargeables (ci-après dénommées ensemble « les **Produits** ») à destination des enfants, afin de développer l'imaginaire, la culture et le vocabulaire. Cette application est téléchargeable en ligne. Ces histoires sont éditées par la Société et/ou ses filiales. Leur écoute est restreinte via le produit "Ma Fabrique à Histoires", un conteur d'histoires interactif commercialisé par la société Lunii SAS.

Les présentes CGV ont pour objet de définir l'ensemble des conditions selon lesquelles la Société commercialise ses Produits tels que proposés à la vente sur la Plateforme aux clients. Elles s'appliquent donc à toute Commande (ci-après désignée la « **Commande** ») de Produits passée sur la Plateforme par le Client.

Le Client déclare avoir pris connaissance et accepté les présentes CGV avant la passation de sa Commande.

La validation de la Commande vaut donc acceptation des présentes CGV. Celles-ci sont régulièrement mises à jour, les CGV applicables sont celles en vigueur sur la Plateforme à la date de passation de la Commande. Le Client sera tenu informé des modifications relatives aux CGV par tous moyens.

Toute condition contraire posée par le Client serait donc, à défaut d'acceptation expresse, inopposable à la Société quel que soit le moment où elle aura pu être portée à sa connaissance.

Le fait que la Société ne se prévale pas à un moment donné d'une quelconque disposition des présentes CGV, ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement d'une quelconque disposition desdites CGV.

En continuant d'utiliser la Plateforme ou en y accédant après la date de prise d'effet des CGV mises à jour, l'Utilisateur déclare avoir pris connaissance des mises à jour et accepte toutes les modifications qui y sont apportées. Les présentes CGV régissent les éventuels conflits qui pourraient survenir avant la

date de prise d'effet des CGV mises à jour.

La dernière version des CGV disponible en ligne sur la Plateforme prévaudra, le cas échéant, sur toute autre version des présentes CGV.

ARTICLE 2 : CRÉATION D'UN COMPTE CLIENT - COMMANDE DE PRODUITS

2.1 Toute personne souhaitant passer Commande sur la Plateforme doit créer un compte client (ci-après désigné le « **Compte** »). Pour ce faire, le Client doit choisir un identifiant et un mot de passe.

Lors de la création de son Compte, le Client doit fournir les éléments qui lui sont demandés. Il s'engage, à ce titre, à ne fournir que des informations exactes, valides, à jour et adéquates et à informer la Société de tout changement qui pourrait les affecter par la suite.

Le Client doit informer la Société de toute perte de ses identifiants et mot de passe sans délai. Une fois informée, la Société lui enverra un mot de passe temporaire lui permettant par la suite de choisir un nouveau mot de passe. La Société pourra néanmoins s'assurer de l'identité de la personne à l'origine de la demande.

Les identifiants et mot de passe sont strictement personnels. Le Client s'engage à les conserver secrets et à ne les divulguer à personne. La Société décline toute responsabilité en cas de perte ou de mauvaise utilisation de ces informations.

2.2 Les Produits proposés à la vente sont décrits et présentés avec la plus grande exactitude possible.

La Société se réserve le droit de corriger le contenu de la Plateforme, notamment pour s'adapter aux évolutions de la Plateforme et de l'activité de la Société par la mise à disposition de nouveaux Produits, la suppression ou la modification de Produits existants.

Le Client sélectionne le ou les Produits qu'il souhaite acheter, et peut accéder à tout moment au récapitulatif de sa Commande.

Le récapitulatif de la Commande présente la liste du ou des Produits que le Client a sélectionnés, ainsi que des éventuels frais annexes venant s'ajouter au prix de la Commande. Le Client a la possibilité de modifier sa Commande et de corriger d'éventuelles erreurs avant de procéder à l'acceptation de sa Commande.

Après avoir accédé au récapitulatif de sa Commande, le Client introduit ses coordonnées bancaires et confirme l'acceptation de sa Commande en cochant la case de validation des CGV, puis en cliquant sur l'icône de validation de la Commande. La mention « *Commande avec obligation de paiement* » ou une formule analogue dénuée de toute ambiguïté figure à côté de l'icône de validation de la Commande afin de s'assurer que le Client reconnaît explicitement son obligation de paiement de la Commande.

Le Client doit ensuite cliquer sur la case « *J'accepte que mon droit de rétraction légal prenne fin dans 14 jours ou dès que je commence le téléchargement du premier titre de cette commande sur Ma Fabrique à Histoires, selon ce qui se produit en premier* ». Le Client reconnaît explicitement avoir renoncé à ce droit en cas de téléchargement d'histoires audio sur « Ma Fabrique à Histoires ».

Après acceptation des CGV et validation de la Commande avec obligation de paiement, le contrat est valablement conclu entre la Société et le Client et les engage de manière irrévocable. La Société lui envoie alors une confirmation de Commande par email, reprenant les éléments du récapitulatif de sa Commande.

Après avoir validé ses coordonnées de livraison et de facturation, le Client procède au paiement de sa Commande selon les modalités précisées à l'article 3 des présentes CGV.

ARTICLE 3 : TARIFS – CONDITIONS DE RÈGLEMENT DE LA COMMANDE

3.1 Les prix sont mentionnés sur la Plateforme dans les descriptifs des différents Produits disponibles, en euros toutes taxes comprises.

Les prix comprennent la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable au jour de la Commande. Tout changement du taux de TVA applicable sera automatiquement répercuté sur le prix des Produits proposés à la vente sur le Site hors participation aux frais d'expédition, lesquels sont facturés en supplément.

Les prix de vente des Produits peuvent être modifiés par la Société à tout moment. Les prix applicables à une Commande sont ceux indiqués au Client lors du récapitulatif précédant la conclusion de la Commande par le Client.

Tant que les Produits et leurs prix sont visibles sur la Plateforme, les Produits sont considérés comme disponibles.

Le montant total de la Commande est indiqué dans le récapitulatif de la Commande, avant que le Client n'accepte les présentes CGV, valide sa Commande, renseigne et valide ses coordonnées de facturation et procède au paiement. Ce montant total est indiqué en toutes taxes comprises.

La Commande des Produits sur la Plateforme est payable en euros. La totalité du paiement doit être réalisée au jour de la Commande par le Client, par carte bancaire, Paypal ou en carte cadeau ou E-carte cadeau Lunii sauf conditions particulières de vente acceptées expressément par le Client et la Société.

La Société n'est d'aucune manière un établissement bancaire et l'ensemble des prestations d'encaissement sont assurées par la société Stripe, partenaire agréé et spécialisé dans la sécurisation de paiement en ligne. La Société invite en conséquence les Clients à prendre connaissance de leurs conditions générales de vente. Il appartient aux Clients de vérifier l'adéquation des services à leurs besoins.

Les transactions effectuées par leur biais sont sécurisées selon un procédé de cryptage SSL et ce afin de renforcer l'ensemble des procédés de brouillage et de cryptage en optimisant la protection de toutes les données personnelles liées à ce moyen de paiement.

Les informations bancaires sont directement communiquées au prestataire de paiement sécurisé. La Société n'a jamais accès aux informations confidentielles relatives aux moyens de paiement.

Toutefois, la Société est susceptible de demander certaines informations afin d'attester de la réalité de l'identité du Client. En acceptant les présentes CGV, le Client accepte de transmettre l'ensemble des informations demandées.

3.2 Le Client garantit à la Société qu'il dispose des autorisations nécessaires pour utiliser le mode de paiement, lors de la passation de la Commande. L'archivage des communications, des bons de Commande et des factures est effectué sur un support fiable et durable. Elles pourront être produites à titre de preuve du contrat, le cas échéant.

La Société se réserve le droit de suspendre ou d'annuler toute exécution et/ou livraison d'une Commande, quels que soient sa nature et son niveau d'exécution, en cas de défaut de paiement ou de paiement partiel de toute somme qui serait due par le Client à la Société, en cas d'incident de paiement, ou en cas de fraude ou tentative de fraude relative à l'utilisation de la Plateforme et au paiement d'une Commande.

ARTICLE 4 : RÉTRACTATION

Conformément à l'article L.221-18 du Code de la consommation, le Client dispose d'un délai de quatorze (14) jours à compter de la réception du Produit pour exercer son droit de rétractation, afin d'obtenir le remboursement des Produits achetés, sans avoir à se justifier ni à payer de pénalités.

Pour exercer son droit de rétractation, le Client doit notifier à la Société à l'adresse <https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>

Un formulaire de rétractation est mis à disposition du Client sur le site internet <https://www.lunii.com>.

Conformément à l'article L.221-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation ne peut être exercé pour les contrats de fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques lorsqu'ils ont été descellés par le consommateur après la livraison ou d'un contenu numérique non fourni sur un support matériel dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation. Le Client peut donner à la Société cet accord préalable et exprès et renoncer à son droit de rétractation dans les conditions prévues à l'article 2.2. ci-dessus.

Les Produits proposés par la Société ne sont ni repris, ni échangés lorsqu'ils ont été téléchargés sur « Ma Fabrique à Histoire » par le Client, sauf en cas d'erreur imputable à la Société, notamment en cas de livraison de Produits ne correspondant pas à la Commande du Client.

En cas d'exercice du droit de rétractation dans le délai susvisé, seul le prix du ou des Produits achetés sont remboursés ; la Société procèdera au remboursement en utilisant le même moyen de paiement que celui utilisé pour la transaction initiale (sauf accord exprès du Client pour qu'elle utilise un autre moyen de paiement et dans la mesure où le remboursement n'occasionne pas de frais pour le Client).

Le remboursement sera effectué dans un délai de quatorze (14) jours à compter de la demande du Client.

ARTICLE 5 : LIVRAISON

Une fois la prestation exécutée, la Société transmettra au Client le résultat de la prestation. Le Produit sera livré par voie de téléchargement ou tout autre support choisi par la Société.

Si le Client se trouve dans l'impossibilité de télécharger le fichier, il devra impérativement signaler cette difficulté par e-mail à la Société ou en remplissant le formulaire de contact à l'adresse suivante : <https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>.

Les Produits proposés par la Société ne sont ni repris, ni échangés lorsqu'ils ont été téléchargés sur « Ma Fabrique à Histoire » par le Client, sauf en cas d'erreur imputable à la Société, notamment en cas de livraison de Produits ne correspondant pas à la Commande du Client.

ARTICLE 6 : SERVICE CLIENT

Pour toute demande d'informations, de précisions ou pour toute réclamation, le Client doit contacter, en priorité, le Service Client de la Plateforme, afin de permettre à ce dernier de tenter de trouver une solution au problème.

Le Service Client est accessible du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures (UTC+2h) en utilisant le formulaire de contact à l'adresse suivante :

<https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>

ARTICLE 7 : GARANTIES LÉGALES

Tous les Produits proposés par la Société sont soumis à la garantie légale de conformité prévue par la loi, et notamment les articles L.217-4 et suivants du Code de la consommation, et à la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 et 1648, premier alinéa, du Code Civil.

Article L217-4 du Code de la consommation : « La Société est tenue de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité. »

Article L217-5 du Code de la consommation : « Pour être conforme au contrat, le bien doit :
- Etre propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant :

- correspondre à la description donnée par la Société et posséder les qualités que celui-ci a présentées au Client sous forme d'échantillon ou de modèle
- présenter les qualités qu'un Client peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par la Société, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage
- Ou présenter les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou être propre à tout usage spécial recherché par le Client, porté à la connaissance de la Société et que ce dernier a accepté. »

Article L217-7 du Code de la consommation : « Les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance, sauf preuve contraire.

Pour les biens vendus d'occasion, ce délai est fixé à douze mois.

La Société peut combattre cette présomption si celle-ci n'est pas compatible avec la nature du bien ou le défaut de conformité invoqué. »

Article L217-8 du Code de la consommation : « Le Client est en droit d'exiger la conformité du bien au contrat. Il ne peut cependant contester la conformité en invoquant un défaut qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer lorsqu'il a contracté. »

Article L217-9 du Code de la consommation : « En cas de défaut de conformité, le Client choisit entre la réparation et le remplacement du bien.

Toutefois, la Société peut ne pas procéder selon le choix du Client si ce choix entraîne un coût manifestement disproportionné au regard de l'autre modalité, compte tenu de la valeur du bien ou de l'importance du défaut. Il est alors tenu de procéder, sauf impossibilité, selon la modalité non choisie par le Client.

Tout produit réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité bénéficie d'une extension de ladite garantie de six mois.

Dès lors que le consommateur fait le choix de la réparation mais que celle-ci n'est pas mise en œuvre par la Société, le consommateur peut demander le remplacement du bien, qui s'accompagne dans ce cas d'un renouvellement de la garantie légale de conformité. Cette disposition s'applique soit à l'expiration du délai d'un mois prévu au 1° de l'article L. 217-10, soit avant ce délai lorsque la non-réparation résulte d'une décision prise par la Société. »

Article L217-10 du Code de la consommation : « Si la réparation et le remplacement du bien sont impossibles, le Client peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire rendre une partie du prix.

La même faculté lui est ouverte :

1° Si la solution demandée, proposée ou convenue en application de l'article L. 217-9 ne peut être mise en œuvre dans le délai d'un mois suivant la réclamation du Client;

2° Ou si cette solution ne peut l'être sans inconvénient majeur pour celui-ci compte tenu de la nature du bien et de l'usage qu'il recherche.

La résolution de la vente ne peut toutefois être prononcée si le défaut de conformité est mineur. »

Article L217-12 du Code de la consommation : « L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien. »

Article L217-16 du Code de la consommation : Lorsque le Client demande à la Société, pendant le cours de la garantie commerciale qui lui a été consentie lors de l'acquisition ou de la réparation d'un bien meuble, une remise en état couverte par la garantie, toute période d'immobilisation d'au moins sept jours vient s'ajouter à la durée de la garantie qui restait à courir. Cette période court à compter de la demande d'intervention du Client ou de la mise à disposition pour réparation du bien en cause, si cette mise à disposition est postérieure à la demande d'intervention. »

Article 1641 du Code civil : « La Société est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que le Client ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. »

Article 1648 alinéa 1er du Code civil : « L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. »

Si un Client estime avoir reçu un Produit qu'il considère comme défectueux ou non-conforme il devra en informer la Société, par une réclamation écrite au service client à l'adresse électronique suivante <https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new> en précisant ses coordonnées, la référence du Produit concerné, le problème constaté (panne, pièce manquante, erreur de produit, etc.) et le numéro de commande correspondant.

Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la désignation des vices apparents et/ou anomalies constatés. Le Client devra laisser à la Société toute facilité pour procéder à la constatation de ces vices ou non conformités et pour y porter remède le cas échéant. Il s'abstiendra d'intervenir lui-même ou de faire intervenir un tiers à cette fin.

Si les vices et/ou anomalies sont confirmés par la Société, celui-ci adressera alors au Client ses instructions sur la manière de procéder après avoir pris connaissance de la réclamation ainsi formulée et, le cas échéant, procédera au remplacement du Produit dont la Société aurait été amenée à constater le défaut de conformité, ou la défectuosité.

Dans le cas où l'échange du Produit serait impossible, la Société sera tenue de rembourser le Client dans les trente (30) jours suivant la réception du Produit. Le remboursement s'effectuera sur proposition de la Société par crédit sur le compte bancaire du Client, le Client pouvant opter pour un autre mode de remboursement que celui proposé.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client s'engage à respecter les termes des présentes CGV.

Le Client s'engage à utiliser la Plateforme de manière conforme aux lois et règlements en vigueur.

Le Client convient qu'il n'utilise la Plateforme que pour son usage personnel, conformément aux présentes CGV. À cet égard, le Client convient de s'abstenir :

- D'utiliser la Plateforme de toute manière illégale, pour toute finalité illégale ou de toute manière incompatible avec ces CGV ;
- De vendre, copier, reproduire, louer, prêter, distribuer, transférer ou concéder sous sous-licence tout ou partie des contenus figurant sur la Plateforme ou de décompiler, désosser, désassembler, modifier, afficher sous forme lisible par le Client, tenter de découvrir tout code source ou utiliser tout logiciel activant ou comprenant tout ou partie de la Plateforme ;
- De tenter d'obtenir l'accès non autorisé au système informatique de la Plateforme ou de se livrer à toute activité perturbant, diminuant la qualité ou interférant avec les performances ou détériorant les fonctionnalités de la Plateforme ;
- D'utiliser la Plateforme à des fins abusives en y introduisant volontairement des virus ou tout autre programme malveillant et de tenter d'accéder de manière non autorisée à la Plateforme ;
- De porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de la Société et/ou de revendre ou de tenter de revendre les Produits à des tiers ;
- De dénigrer la Plateforme, les Produits ainsi que la Société sur les réseaux sociaux et tout autre moyen de communication.

Si, pour un quelconque motif, la Société considère que le Client ne respecte pas les présentes CGV, la Société peut à tout moment, et à son entière discrétion, supprimer son accès à la Plateforme et prendre toutes mesures incluant toute action judiciaire civile et pénale à son encontre.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ

La Société met en œuvre toutes les mesures propres à assurer au Client la fourniture, dans des conditions optimales, de Produits de qualité. Elle ne saurait cependant en aucun cas voir sa responsabilité engagée pour toute inexécution ou mauvaise exécution de tout ou partie des prestations prévues au contrat, qui serait imputable soit au Client, soit au fait imprévisible et insurmontable d'un tiers étranger au contrat, soit à un cas de force majeure. Plus généralement, si la responsabilité de la Société se trouvait engagée,

elle ne pourrait en aucun cas accepter d'indemniser le Client pour des dommages indirects ou dont l'existence et/ou le quantum ne seraient pas établis par des preuves. En aucun cas la responsabilité de la Société n'excédera la valeur des sommes qu'elle a perçues.

La Plateforme peut contenir des liens vers d'autres sites non édités ni contrôlés par la Société, qui ne pourra être tenue pour responsable du fonctionnement, du contenu ou de tout élément présent ou obtenu par l'intermédiaire de ces sites.

La mise en place de tels liens ou la référence à toutes informations, articles ou produits fournis par une tierce personne, ne peut et ne doit pas être interprétée comme un aval exprès ou tacite, par la Société, de la Plateforme et de ces éléments ni de leurs contenus.

La Société n'est pas responsable de la disponibilité de la Plateforme et ne peut en contrôler le contenu ni valider la publicité, les produits et autres informations diffusées sur la Plateforme.

Il est expressément stipulé que la Société ne pourra en aucun cas être tenue responsable, de quelque manière que ce soit, pour le cas où le matériel informatique ou la messagerie électronique des Clients rejeterait, par exemple du fait d'un anti-spam, les courriers électroniques adressés par la Société, et notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive, la copie du ticket de paiement, l'état récapitulatif de la Commande et le courrier électronique de suivi d'expédition.

Le Client a pleinement conscience des dispositions du présent article et notamment des garanties et limitations de responsabilité susvisées, conditions essentielles sans lesquelles la Société n'aurait jamais contracté.

ARTICLE 10 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1 L'ensemble des éléments de la Plateforme est protégé par le droit d'auteur, le droit des marques, des dessins et modèles et/ou tous autres droits de propriété intellectuelle. Ces éléments sont la propriété exclusive de la Société. L'ensemble de ces droits est réservé pour le monde entier.

Le nom, les logos, les dessins et modèles, lettres stylisées, marques figuratives, et tous les signes représentés sur la Plateforme sont et demeureront la propriété exclusive de la Société.

Aucun titre ni droit quelconque sur aucun élément ou logiciel ne sera obtenu par téléchargement ou copie d'éléments de la Plateforme. Il est formellement interdit au Client de reproduire (à part pour son utilisation personnelle et non commerciale), publier, éditer, transmettre, distribuer, montrer, enlever, supprimer, ajouter à la Plateforme et aux éléments et logiciels qu'il contient, pas plus que les modifier ou effectuer un quelconque travail en les prenant pour base, ni vendre ou participer à aucune vente en rapport avec la Plateforme, les éléments de la Plateforme ni aucun logiciel y afférant.

La Société concède au Client une licence non exclusive pour utiliser la Plateforme. Cette licence est strictement personnelle et ne peut en aucun cas être cédée ou transférée à quel que tiers que ce soit. La licence est concédée pour la durée d'utilisation de la Plateforme.

Toute utilisation par le Client des dénominations sociales, marques et signes distincts appartenant à la Société est strictement prohibée sauf en cas d'accord exprès et préalable de celui-ci.

10.2 la Société détient l'ensemble des droits de propriété intellectuelle applicables relatifs aux Produits proposés ou déclare, lorsqu'un tiers en détient la propriété intellectuelle, avoir obtenu de ce tiers le droit de commercialiser ou distribuer les Produits.

À ce titre, le Client ne pourra porter atteinte de quelque manière que ce soit aux Produits et notamment d'utiliser les Produits de manière non-conforme à leur destination et aux conditions fixées par les CGV.

ARTICLE 11 : SECURITE

Le Client s'engage à ne pas porter atteinte à la sécurité de la Plateforme. A cette fin, il s'engage à ne pas procéder à tout accès et/ou maintien frauduleux dans le système d'information de la Plateforme. Le Client ne peut non plus porter atteinte ou entraver le système d'information de la Plateforme. A défaut, la Société pourra prendre à son encontre toute mesure et notamment engager sa responsabilité pénale au titre des articles 323-1 et suivants du Code pénal.

ARTICLE 12 : DONNEES PERSONNELLES

Le descriptif du cadre légal de collecte, l'utilisation et le traitement par la Société des données personnelles est disponible dans la « Politique de Confidentialité » de la Société disponible à l'adresse suivante : <https://lunii.com/fr-fr/mentions-legales/>

L'Utilisateur reconnaît avoir pris connaissance et accepté la « Politique de Confidentialité » de la Société pour bénéficier des Services proposés par la Société. Conformément à la loi "Informatique et Libertés n°78-17 du 6 Janvier 1978" relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif au données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de modifications, de rectification, et de suppression des données vous concernant en contactant la Société à l'adresse email suivante : mesdonnees@lunii.com

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS D'ORDRE TECHNIQUE

Les services liés à l'utilisation de la Plateforme sont fournis en l'état et dans la mesure des disponibilités. La Société ne garantit pas une fourniture sans erreur, sans interruption ponctuelle et sécurisée de la Plateforme. Elle n'est tenue par aucune obligation d'assistance personnalisée notamment technique. Elle décline toute garantie expresse ou implicite notamment concernant la qualité et la compatibilité de la Plateforme à l'utilisation qui en sera faite.

La Société ne garantit pas davantage que les fichiers transmis par les Clients ne puissent pas faire l'objet d'intrusions de tiers non autorisés ni être corrompus ou téléchargés ni encore que les informations et les données circulant sur l'Internet sont protégées contre de telles attaques ou des détournements éventuels.

ARTICLE 14 : FORCE MAJEURE

Tout événement en dehors du contrôle de la Société et contre lequel il n'a pu raisonnablement se prémunir constitue un cas de force majeure et suspend à ce titre les obligations des Parties, comme par exemple, sans que cette liste soit limitative : pandémie, une grève ou une panne technique (edf, erdf, des opérateurs de télécommunications, des fournisseurs d'accès Internet ou d'hébergement, des Registrar, etc.), un arrêt de fourniture d'énergie (telle que l'électricité), une défaillance du réseau de communication électronique dont dépend la Société et/ou des réseaux qui viendraient s'y substituer.

La Société ne pourra être tenue responsable, ou considérée comme ayant failli à ses obligations prévues dans les présentes CGV, pour toute inexécution liée à un cas de force majeure tel que défini par la loi et la jurisprudence française, à la condition qu'elle le notifie à l'autre Partie d'une part, et qu'elle fasse son possible pour minimiser le préjudice et exécuter au plus vite ses obligations après cessation du cas de force majeure d'autre part.

ARTICLE 15 : INTEGRALITE

Les dispositions des présentes CGV expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Clients et la Société. Elles prévalent sur toute proposition, échange de lettres antérieures et postérieures à la conclusion des présentes, ainsi que sur toute autre disposition figurant dans les documents échangés entre les Parties et relatifs à l'objet des CGV, sauf avenant dûment signé par les représentants des deux Parties.

ARTICLE 16 : NON-RENONCIATION

Le fait que l'une des Parties aux présentes CGV n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette Partie découlant de ladite clause.

ARTICLE 17 : NULLITÉ

Si une ou plusieurs dispositions des présentes CGV sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision devenue définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations des présentes CGV garderont toute leur force et leur portée.

Le cas échéant la Société s'engage à supprimer et remplacer immédiatement ladite clause par une clause juridiquement valide.

ARTICLE 18 : TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre le titre et le chapitre de l'un quelconque des articles et l'une quelconque des clauses, les titres seront réputés non-écrits.

ARTICLE 19 : DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Les présentes CGV sont régies et interprétées conformément au droit français, sans tenir compte des principes de conflits de lois.

En cas de litige susceptible de survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution des présentes ou en relation avec les présentes CGV, les parties s'engagent à faire tous leurs efforts pour résoudre de façon amiable tous les litiges auxquels les présentes CGV peuvent donner lieu.

Ainsi, en cas de litige entre un Utilisateur et la Société, les parties conviennent de négocier de bonne foi le règlement du litige. Si les parties ne parviennent pas à régler le litige après au moins trente (30) jours ouvrés de négociation, l'Utilisateur peut soumettre gratuitement le différend l'opposant à la Société à un médiateur. Il contactera alors le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP) en utilisant le formulaire à sa disposition sur le site internet du CMAP (www.cmap.fr), par courrier électronique (consommation@cmap.fr) ou par courrier postal (CMAP – Service Médiation de la consommation, 39, avenue F.D. Roosevelt, 75008 PARIS), en précisant impérativement l'objet du litige et en adressant toutes les pièces du dossier, comme indiqué dans le formulaire de saisine. Tout consommateur qui saisit le CMAP doit pouvoir prouver qu'il a, au préalable, tenté de résoudre son litige directement avec la Société. A défaut, la saisine ne pourra être prise en compte. Les parties au litige restent libres d'accepter ou de refuser le recours à la médiation ainsi que, en cas de recours à la médiation, d'accepter ou de refuser la solution proposée par le médiateur. A défaut de résolution amiable du litige, seuls les tribunaux français sont compétents. La Société informe le Client que conformément à l'article 14 du Règlement (UE) n°524/2013, la Commission Européenne a mis en place une plateforme de Règlement en Ligne des Litiges, facilitant le règlement indépendant par voie extrajudiciaire des litiges en ligne entre consommateurs et professionnels de l'Union européenne. Cette plateforme est accessible au lien suivant : <https://webgate.ec.europa.eu/odr/>.